

*Questions orales***LA SITUATION ÉCONOMIQUE**

L'ALLÈGEMENT DES PRESSIONS EXERCÉES SUR LE MONDE DES AFFAIRES PAR LES FAILLITES TROP NOMBREUSES

M. Bill Kempling (Halton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. A la suite du communiqué sur les faillites émanant de Statistique Canada, Dunn et Bradstreet signale que l'économie canadienne a subi une perte de l'ordre de 800 millions de dollars, c'est-à-dire deux fois plus élevée qu'en 1976. Comme le ministre vient d'aggraver le problème en haussant les taux d'intérêt, peut-il nous dire si son ministère tente d'atténuer les pressions exercées sur le monde des affaires, notamment sur les petites entreprises qui sont gravement touchées par ces faillites?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Le député a négligé de mentionner que les taux d'intérêt actuellement sont de 5 p. 100 de moins qu'il y a environ 18 mois, de sorte que je ne crois pas qu'il puisse se plaindre que les taux d'intérêt sont un facteur important en l'occurrence. Comme il le sait, nous avons été forcés de hausser le taux d'intérêt d'un demi-point il y a une dizaine de jours, parce que l'écart avec les États-Unis avait été réduit de quatre points à moins de un point et nous voulons maintenir l'apport des fonds étrangers dans l'économie canadienne. Pour cela, nous avons dû porter l'écart à un point, mais nous sommes loin de l'écart de quatre points qui existait il y a quelques mois.

● (1422)

M. Kempling: Monsieur l'Orateur, une conférence des premiers ministres s'est tenue à Ottawa il y a quelques semaines, et maintenant, les dix premiers ministres des provinces, les membres des dix assemblées législatives provinciales et plus d'un million de chômeurs attendent la réaction du gouvernement fédéral. Je veux savoir quand le ministre va organiser une conférence pour les ministres des Finances—le mois prochain au plus tard, j'espère—afin d'établir un plan d'action que les premiers ministres pourront ratifier à l'occasion de leur prochaine conférence. Quand une telle conférence aura-t-elle lieu?

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, je suis déçu de constater que Terre-Neuve et l'Ontario ont décidé d'augmenter leurs taxes depuis la conférence des premiers ministres. Moi, au moins, je ne les augmente pas.

M. Kempling: Le gouvernement n'a rien à proposer, cela saute aux yeux. Près de la moitié des faillites mentionnées dans le rapport de Statistique Canada ont eu lieu en Ontario. Le ministre peut-il dire à la Chambre pourquoi il a permis aux négociateurs chargés de représenter le Canada aux négociations du GATT de nous vendre au plus offrant alors que leurs homologues américains ont exigé qu'un certain nombre de secteurs soient exclus des négociations? Pourquoi le ministre n'a-t-il pas tenu la promesse qu'il a faite à l'occasion de la conférence des premiers ministres, autrement dit, pourquoi n'a-t-il pas révélé aux premiers ministres le contenu des listes établies par le Canada pour ces négociations?

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, le gouvernement fédéral reste en contact permanent avec les autorités provinciales en ce qui concerne les négociations du GATT. Je suis surpris de constater que le député feint de l'ignorer. Nous sommes maintenant à même de faire certaines offres, nous verrons bien ce que nous pourrions encore proposer par la suite. Le gouvernement fédéral n'a pris aucune décisions ferme. Il le fera lorsque

[M. Horner.]

nous verrons les avantages que nous pourrions retirer de ces négociations.

Le Canada est un pays dont l'économie est fondée sur le commerce. Il fait plus d'opérations commerciales que n'importe quel autre pays proportionnellement à sa population. Il faut se montrer prudent avant de s'embarquer dans un protectionnisme à outrance parce que nous pourrions difficilement vendre si nous ne sommes pas en mesure d'ouvrir nos marchés. Le gouvernement ontarien est d'ailleurs d'accord avec nous sur ce point.

* * *

LES DÉPENSES DE L'ÉTAT

LA DIFFUSION PAR LA POSTE D'UNE CIRCULAIRE DU PARTI LIBÉRAL JOINTE AUX CHÈQUES D'ALLOCATIONS FAMILIALES ET DE SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, en l'absence et du premier ministre et du vice-premier ministre, je désire poser ma question au premier ministre suppléant. Le bureau du Conseil du Trésor a confirmé ce matin qu'un feuillet de pure propagande libérale, dont j'ai ici en main un exemplaire, est envoyé à tous les allocataires d'allocations familiales et de pensions de vieillesse. Ce feuillet ne parle absolument d'allocations familiales ou de pensions, mais fait de la véritable propagande sur les exploits économiques du gouvernement. Le premier ministre suppléant connaît-il l'existence de ce feuillet et sait-il que le Conseil du Trésor confirme que le coût de cette opération sera de \$100,000. Ne trouve-t-il pas que cela constitue une violation manifeste à la loi sur les dépenses électorales?

L'hon. Jean Chrétien (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, si ce feuillet visait à faire de la propagande pour le parti libéral, comme le prétend le chef du nouveau parti démocratique, les personnes qui l'ont conçu auraient été bien avisées d'y mettre du rouge au lieu du vert.

M. Clark: De toute manière, vous êtes dans le rouge sur toute la ligne.

M. Chrétien: Je ne suis pas certain que la distribution de ce feuillet soit aussi coûteuse que le dit le député. Tout cela m'étonne beaucoup car les députés de l'autre côté sont toujours en train de se plaindre que nous n'informons pas assez les gens. Lorsque nous le faisons, ils appellent cela de la propagande. La politique du gouvernement est d'informer la population. Je me souviens que, lorsque M. Dave Barrett était premier ministre de Colombie-Britannique, il faisait distribuer des images en couleur et des articles de propagande à travers toute la province.

Des voix: Règlement.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, j'ai la nette impression que le gouvernement ne reconnaîtrait pas qu'un seau est plein de vase, même après être tombé dedans.

Des voix: Bravo!

● (1427)

M. Broadbent: Aucun député ne ferait la moindre objection si le gouvernement faisait parvenir des feuillets de renseignements sur les pensions aux pensionnés et sur les allocations familiales aux allocataires. J'aimerais demander au premier ministre suppléant s'il croit sérieusement qu'il est convenable